

Trouver un milliard et chasser l'iguanodon

Une soirée de gala, rehaussée de la présence de la princesse Paola, aura lieu au palais des Beaux-Arts de Bruxelles le mardi 29 mars prochain, à 20 h 30. L'ensemble vocal et instrumental *L'Offrande musicale* prêtera son concours à ce gala, sous la direction de Guy Janssens.

La soirée, placée sous le haut patronage du Roi, a le soutien de la Communauté française de Belgique, de MM. J. Delors, président de la CEE, H. Fodha, directeur du bureau d'information et de liaison de l'ONU auprès de la CEE et du Benelux, de l'Exécutif wallon, et d'une vingtaine de personnalités politiques belges. Ce gala est organisé par et au profit de l'asbl *Recherche des Iguanodons*, animée par un paléontologue de l'Université de Liège, Pierre Simonet, et par un jeune médecin originaire de la région de Bernissart et passionné lui aussi de paléontologie, le Dr Pierre Capront.

Ce sont ces deux hommes qui ont conçu le très ambitieux projet de reprendre les recherches dans l'ancienne mine de Bernissart où, voici un peu plus de cent ans, furent découverts les célèbres squelettes d'iguanodons, ces animaux qui vécurent éons voici quelque 125 millions d'années, et que l'on peut admirer — ils sont 29 — au Muséum d'Histoire naturelle de la rue Vautier, à Bruxelles.

Ce projet, au demeurant fort sympathique, n'est en rien la perspective d'une amable promenade à travers quelques couches de sol carbonifères. Les iguanodons retrouvés jadis gisaient par 350 mètres de fond. La mine, fermée depuis longtemps, n'est plus accessible. Pour attendre les éventuels compagnons d'infortune de nos fossiles géants, il faudra creuser de nouveaux puits. Cela signifie qu'avant de procéder à la recherche véritable des ossements, on sera forcé de consentir au préalable de très importantes dépenses pour traverser plus de 300 mètres de terrain stérile. Alors seulement, le travail « sérieux » commencera.

Les sympathisants ne manquent pas...

Les initiateurs du projet ont naturellement fait leurs calculs. Ils ont abouti à une première estimation du coût : un milliard de francs. Voilà bien une somme qui ne se trouve pas sous la patte du premier iguanodon venu. Il faut rendre cet hommage aux deux hommes d'avoir remué ciel et terre pour se trouver des sympathisants et des « sponsors ». Les sympathisants sont venus, en foule peut-on dire, avec en tête des ministres comme MM. Melchior Wathelet, précédent ministre-président de la Région wallonne, Philippe Moureaux, actuel ministre-président de la Communauté française, et puis d'autres ministres, anciens ministres, chefs de partis, parlementaires... On constate que toutes nos cou-

leurs politiques sont présentes. MM. Simonet et Capront peuvent exhiber aussi des lettres de sympathie et d'appui moral de personnalités du monde universitaire, tels MM. Hervé Hasquin, président du conseil d'administration de l'U.L.B., J. Berleux, recteur des Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur, C. Bouqueneux, recteur des Facultés polytechniques de Mons... Tous figurent dans le comité de patronage du gala qui sera, mise à part la promotion à travers les médias, la première manifestation publique de l'asbl.

Celle-ci n'espère évidemment pas recueillir le pactole nécessaire uniquement dans des portefeuilles belges. Aussi, les appels vers l'étranger ont-ils été nombreux. D'où les réactions, toujours platoniquement encourageantes venues de divers coins du monde.

Est-ce plus spécialement des Etats-Unis ou du Japon que les appuis se feront concrets ?

... mais les « sponsors » ?

Il convient de revenir sur tout cela avec la tête un peu plus froide car affirmer sa sympathie et son intérêt pour un projet qui a un incontestable attrait scientifique en même temps qu'un parfum de sensationnel est une chose, lui donner les moyens d'aboutir en est une autre. A partir de cet instant, les mécènes potentiels se mettent à calculer les chances de succès et — pourquoi le taire ? — l'avantage qu'ils pourront en retirer eux-mêmes.

Et cet intérêt, pour les étrangers, quel est-il ? Bien évidemment se voir promettre un des « futurs » iguanodons. New York comme Tokyo se sentent réellement frustrés de ne pas posséder l'une de ces gentilles bêtes dont la Belgique a l'exclusivité mondiale. Quel succès a connu au Japon l'exemplaire dont nous avons consenti le prêt et qui fut assuré pour 250 millions de nos francs ! Que ces pays paient cher une telle acquisition est du domaine du plus que probable. Soit. Mais c'est à ce moment que les problèmes peuvent commencer. Qui sera légalement propriétaire des ossements éventuellement exhumés ? Sans contester l'Etat belge et non l'asbl car tout le sous-sol national appartient à l'Etat et à lui seul. Il faudrait déjà un aménagement juridique pour qu'il en soit autrement. Or une telle perspective ouvrirait la porte à bien d'autres débats de propriété dont on ne peut en ce moment mesurer l'étendue. Supposons pourtant le cas réglé. Tout peut dépendre alors de la

valeur de la « récolte ». Dans quel état et en quel nombre trouvera-t-on les fossiles ? Si deux sponsors se trouvent à égalité d'offre, lequel l'emportera si un seul iguanodon, sort de l'ancienne mine ? N'est-ce pas aussi pour créer à Bernissart même un centre paléontologique que MM. Simonet et Capront veulent entreprendre leurs fouilles ? Quelles seront les priorités ? Dès que l'on y réfléchit un peu, on subodore que beaucoup d'épines se dresseront sur le chemin des chercheurs.

Quid des Sciences naturelles ?

Pour l'instant, l'asbl affirme avoir reçu du ministre de l'Economie, Philippe Maystadt, les crédits nécessaires au forage du site de Bernissart. Ce sera le Service géologique de Belgique qui procédera au carottage, prévu pour 1989. De ces prémices découleront les suites de l'aventure et c'est à ce moment que les gros frais devront être engagés...

On remarquera que parmi les encouragements reçus ne figurent pas ceux de l'organisme le plus habilité à évaluer l'intérêt scientifique du projet : l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique, détenteur des 29 iguanodons connus à ce jour. Selon l'inclination des uns ou des autres, on en conclura que les spécialistes n'ont pas estimé l'opération très réaliste, ou que, par jalousie peut-être, ils se sont refusés à donner caution à une entreprise qui « dévaloriserait » la collection d'iguanodons déjà existante. A chacun sa vérité...

Ajoutons-y une autre remarque, même théorique, car il nous paraîtrait bien étonnant que l'Etat engagé des fonds substantiels dans une entreprise qui ne revêt aucun caractère d'urgence, alors que tant d'autres recherches prioritaires se trouvent bloquées ou à tout le moins freinées par le ralentissement ou l'arrêt de subsides. Ainsi, l'archéologie nationale, à laquelle on peut associer la recherche préhistorique et paléontologique, se trouve pratiquement réduite, sauf rares exceptions, à établir ses plans d'action (et plus souvent encore à improviser dans les cas les plus urgents), en fonction des sites soudainement mis en péril par les travaux d'infrastructure ou de construction. Avec un milliard, que ne pourrait-on sauver dans ce domaine où l'inertie équivaut à la destruction d'un pan de notre passé ?

Mais ceci, il est vrai, est trop modeste pour que l'on y associe son nom...

ALBERT BURNET.

SCHWARZENEGGER

